

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XI.

No. 2.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, la ligne, 10 centins.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 8 JANVIER 1880

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée,) à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

ÇA ET LÀ

Nous publions la correspondance de M. C.-A.-M. Globenski, ex-député des Deux-Montagnes, comme nous publierons tout ce qu'on voudra bien nous adresser relativement aux questions importantes qui intéressent l'avenir politique et matériel du pays. Nos colonnes sont ouvertes. Il est temps que nous nous préparions si nous ne voulons pas être pris par surprise comme nous l'avons été lors de la Confédération.

A la veille des événements qui se préparent en Europe, à la veille d'une guerre européenne où l'Angleterre se trouvera certainement engagée, il faudrait manquer de patriotisme pour ne pas considérer d'avance les dangers qui nous menacent.

Nous avons toujours été, pour notre part, opposé à l'annexion, parce que nous préférons notre système politique à celui des Américains, et, sous le rapport purement politique, nous n'avons pas contre l'Angleterre de griefs suffisants pour nous séparer de l'Angleterre.

Mais s'il était constaté que sans l'indépendance nous n'aurons jamais avec les autres pays les relations commerciales dont nous avons absolument besoin, s'il était même clairement démontré que sans l'annexion nous sommes destinés à mourir de faim, quels seraient les gens assez fous pour se trouver mal au seul mot d'annexion et pour s'écrier : "Plutôt mourir que de nous annexer." Non, ce sont des questions qui méritent d'être discutées, et ceux qui sont opposés à toute idée d'indépendance ou d'annexion, doivent être contents d'avoir l'occasion de combattre cette idée qui fait rapidement du chemin parmi certaines classes de notre population. A quoi serviraient de nier ce qui se passe. Plusieurs de ceux qui crient le plus fort au Canada seraient les premiers à voter se-

crètement pour l'annexion ou l'indépendance. Encore une fois, nous sommes opposés à l'annexion, et nous voyons de fortes objections à l'indépendance, mais nous croyons opportun et nécessaire de discuter ces questions.

Le *Globe*, dans un article plus modéré que le premier, dit avec raison qu'il serait important de savoir si les États-Unis accorderaient au Canada indépendant la réciprocité et les avantages commerciaux que nous désirons.

M. Ferdinand Gagnon croit que le chiffre des Canadiens-français établis aux États-Unis n'est pas d'un million, comme on l'a prétendu, mais d'environ 400,000. Avec une centaine de mille éparpillés dans les autres parties de l'Amérique du Nord et du Sud, cela forme bien 500,000.

Il fait froid en France; on n'y a pas vu autant de neige depuis longtemps. Le thermomètre a marqué jusqu'à cinq degrés au dessous de zéro. On trouve cela effrayant. Cinq degrés! Belle affaire! Que diraient-ils donc ces naïfs Français s'ils avaient nos petits froids de 25 ou 30 degrés?

Il y avait environ 200 personnes à l'assemblée qui a eu lieu, la semaine dernière, dans la salle du marché Bonsecours, pour prendre en considération la question de la construction du pont du Côteau. Voilà une preuve frappante de l'apathie de notre population; il n'y a presque plus rien capable de l'émeouvoir. La misère publique, les exemples de faiblesse et de démoralisation donnés en haut lieu, les déceptions de toutes sortes sont en grande partie la cause de cet état d'apathie.

La *Chicago Tribune* dit que le *Globe* a raison quand il affirme que l'annexion suivrait de près l'indépendance, mais elle croit cependant qu'avec un Zollverein le Canada, ayant les avantages matériels de l'annexion, pourrait rester indépendant. Elle expose ensuite les raisons qui devraient engager le Canada à obtenir à tout prix le marché immense des États-Unis, sans être obligé comme maintenant de payer quinze et vingt cents par minot sur tout le grain qui y est exporté. Elle ajoute qu'une couple d'années de plus de misère acheveront de convaincre les Canadiens qu'ils ne peuvent se passer des États-Unis.

Pour satisfaire tous ceux qui veulent être placés en France, un homme d'esprit propose un système qu'on pourrait fort bien mettre en pratique au Canada et sur lequel nous appelons l'attention du gouvernement. Le voici :

"Tous les sept ans on ferait une grande loterie Nationale, à laquelle participeraient tous les citoyens. Le premier numéro sortant serait Président de la République, les autres ambassadeurs, ministres, sénateurs, députés, etc., etc., par rang de sortie, et ainsi de suite jusqu'au poste de garçon de bureau dans les ministères, gardien de squares, enfin jusqu'à complet épuisement de toutes les places tant en-
viées du gouvernement.

" Dans cette combinaison d'un nouveau genre, le sort amènerait évidemment des résultats étranges, mais les affaires n'en iraient peut-être pas plus mal."

La *Minerve* fait une distinction entre la société d'économie politique et les agissements de certaines personnes qu'elle accuse d'avoir induit le *Herald* de New-York en erreur, en lui faisant croire qu'on pensait dans le Canada à l'indépendance ou à l'annexion. Elle va jusqu'à parler d'une *conspiration organisée pour renverser l'autorité de la mère-patrie*, exciter les Américains contre le tarif protecteur et même obtenir de l'argent des Américains. Si nous comprenons la *Minerve*, l'existerait en dehors de la société une organisation ayant un but tout différent.

La *Gazette* de Montréal s'exprime sur le même sujet dans des termes modérés, nie l'existence d'aucune idée d'indépendance et d'annexion, mais admet que la société peut fort bien discuter toutes les questions qu'elle voudra.

M. Daudet écrit dans le *Figaro* que M. Grévy a accepté avec répugnance la présidence de la république française, qu'il a un sentiment très-vif de la responsabilité que sa position lui impose et qu'il est convaincu que l'unique péril qui menace le régime républicain provient, non des manifestations légitimistes ou bonapartistes, mais des entreprises radicales. Il ne croit pas au danger réactionnaire, car il est fermement convaincu que la majorité du pays est derrière lui, souhaitant qu'il réussisse, et que les dissidents monarchistes capables de créer des difficultés à son gouvernement sont en trop petit nombre pour qu'il y ait lieu de les redouter. En revanche, il croit au danger que les violents du parti républicain font courir à la République; il est d'avis qu'il y aurait péril "à verser plus à gauche"; il le répète souvent, et il dirait volontiers :

—Le radicalisme, voilà l'ennemi.

Ses idées comme son attitude se seraient donc singulièrement modifiées, on le voit, depuis bientôt six mois qu'il est au pouvoir. On apprend à tout âge, et le gouvernement est une rude école pour les esprits ouverts et les âmes patriotes. Tant pis pour ceux qui ne savent pas profiter des enseignements qu'on y peut recueillir.

Le *Courrier des États-Unis* a cru devoir parler lui aussi du mouvement qu'on prétend exister au Canada en faveur de l'indépendance. Après avoir donné les raisons qui lui font croire que ce mouvement a l'air sérieux, il mentionne les arguments de ceux qui seraient en faveur de la rupture du lien colonial, et les résume dans les termes suivants :

Le Canada, dit-on, commence à sentir le besoin de débouchés pour ses produits. Le gouvernement a adopté des réglemens favorables à la production; mais il s'est arrêté là, et il a laissé les frontières fermées à l'exportation de l'excédant de la consommation locale. Nous avons des ports de sortie, mais ils ne conduisent nulle part pour nos marchandises. Nous n'avons pas le droit de faire des traités, et nous sommes soumis à ceux que fait la Grande-Bretagne, non en vue de nos intérêts, mais des siens. Nous sentons lourdement que nous sommes des colons, et non des citoyens jouissant des mêmes droits que les citoyens britanniques en Angleterre. Voyez, par exemple, nos constructions maritimes. Nous

sommes très-avancés dans cette branche. Nous pouvons faire n'importe quels navires, mais nous ne pouvons pas les vendre en France, pas plus que dans aucun des pays avec lesquels l'Angleterre a des traités—sans payer un droit de \$3 par tonne, tandis que l'Angleterre vend ses meilleurs steamers de fer sans plus de droits que 40 cents par tonne. Prenez les instruments d'agriculture; les droits en France sont dans la proportion de trois à un contre nous;—le fromage cinq à un, et ainsi de suite pour une multitude d'articles, sans parler de ceux absolument écartés par des droits prohibitifs, tel que les lainages, les cotonnades, les cuirs, etc.—cela, tandis que l'Angleterre peut importer ces objets en France à 10% de droit.

Plus près de nous, sur notre frontière, nous avons à payer 25% aux États-Unis sur les chevaux, le beurre, le fromage, la volaille, etc.

Dans un autre ordre d'idée, nous sommes sans voix au parlement impérial, et c'est en réalité Downing street qui nous gouverne. Nous ne sommes point consultés sur les questions nationales dans lesquelles nous sommes personnellement intéressés. Si la Grande-Bretagne entrait demain en guerre avec les États-Unis, nous recevions les premiers coups sans avoir aucun avantage à attendre dans aucun cas. Une guerre avec la Russie ne nous serait pas moins fatale. Toute notre marine marchande, qui est une grande partie de notre fortune nationale, serait infailliblement détruite.

On dit encore beaucoup de choses, et il est positif que ces arguments se répètent et se fortifient de jour en jour. Beaucoup de très-bons esprits pensent que le Canada aurait beaucoup à gagner à briser les liens qui l'attachent à la Grande-Bretagne, que la Grande-Bretagne n'aurait rien à y perdre, au contraire, et qu'il y aurait avantage pour elle, après avoir permis à sa colonie de se séparer d'elle à l'amiable, à avoir une puissance libre et sympathique sur la frontière des États-Unis. Ceux-ci, de leur côté, ne pourraient qu'être favorables au mouvement, qui permettrait une union douanière entre les deux puissances, le licenciement de part et d'autre d'un nombreux personnel de douanes, etc., et un échange de ressources qui activerait singulièrement le déploiement de toutes les énergies des deux côtés de la frontière.

M. Barthe, fondateur et rédacteur de la *Gazette de Sorrel*, vient d'annoncer que dégoûté par la vénalité des hommes publics et l'absence complète de moralité et d'opinion publique, sacrifié par ses amis dans la contestation de l'élection de Richelieu, il se retire de la vie militante du journalisme pour se consacrer exclusivement à sa profession. Il offre en vente son journal qui rapporte \$2,000, et son matériel d'imprimerie.

M. Barthe était un journaliste habile, vigoureux et sincère, dont ses adversaires ne devraient nier ni le talent ni le patriotisme, ni l'indépendance et l'honnêteté politiques. Nous savons que dans plusieurs circonstances il a sacrifié son intérêt personnel et son avancement à ses convictions nationales et politiques. Il en est peu de qui on puisse en dire autant.

Quoique conservateur en principe, il reprocha à M. Cartier, en 1867, de changer la constitution du pays sans consulter le peuple, marcha généralement avec le parti libéral et ne se gêna jamais de dire ce qu'il pensait. Cette indépendance honore celui qui la possède, mais ne lui profite guère dans un pays où presque tous ceux qui s'occupent de politique sont plus ou moins intéressés au maintien du gouvernement. Nous regrettons, pour notre part, que M. Barthe abandonne, comme plusieurs autres, la politique et le journalisme à l'âge où il pourrait y rendre de plus grands services au pays, mais nous nous expliquons le dégoût qu'il éprouve et nous comprenons les motifs qui le font agir.